

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

### Marchés de Fournitures Courantes et de Services

#### Identification de l'acheteur :

##### Pouvoir adjudicateur :

**Centre Hospitalier Universitaire de Reims**, en qualité de coordonnateur du groupement de commandes et d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC) - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

##### Direction acheteuse :

Direction des Achats - Pôle logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

#### Intitulé du marché :

Fourniture de pains frais et farine

#### Procédure de passation :

Appel d'Offres Ouvert passé en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la commande publique.

# SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ .....	4
1.1. - TYPE.....	4
1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE .....	4
1.3. - ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	4
2.1. - NATURE DU MARCHÉ ET COMPETENCE DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES .....	4
2.2. - FORME .....	5
2.3. - DUREE DU MARCHÉ .....	6
ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	6
ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES.....	6
4.1. - IDENTIFICATION DES PARTIES.....	6
4.1.1. - Parties signataires.....	6
4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché.....	6
4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution .....	7
4.2. - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES .....	7
4.3. - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	7
4.4. - EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE.....	7
ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION .....	7
5.1. - MODALITES DE COMMANDE.....	7
5.2. - DELAI DE LIVRAISON .....	8
5.3. - MODALITES DE LIVRAISON .....	8
5.3.1. - Lieu de livraison.....	8
5.3.2. - Conditions de livraisons.....	8
5.4. - TRANSFERT DE RISQUES.....	8
5.5. - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	9
ARTICLE VI - OPERATIONS DE VERIFICATION .....	9
ARTICLE VII - ASSURANCE.....	9
ARTICLE VIII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	10
8.1. - CONTENU DES PRIX.....	10
8.2. - FORME DU PRIX .....	10
8.3. - VARIATION DES PRIX.....	10
8.3.1. - Choix du type de variation des prix.....	10
8.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation .....	10
8.3.3. - Choix des paramètres de variation.....	10
8.3.4. - Périodicité de révision des prix.....	10
8.3.5. - Modalités de révision des prix.....	10
8.4. - CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	11
8.5. - OFFRE PROMOTIONNELLE .....	11
ARTICLE IX - CLAUSE DE REEXAMEN .....	11
ARTICLE X - REGLEMENT DES COMPTES .....	12

<b>10.1. - MODALITES DE FACTURATION</b> .....	12
<b>10.2. - DELAI DE PAIEMENT</b> .....	12
<b>10.3. - INTERETS MORATOIRES</b> .....	13
 ARTICLE XI - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	13
<b>11.1. - AVANCE</b> .....	13
<b>11.2. - RETENUE DE GARANTIE</b> .....	13
 ARTICLE XII - PENALITES .....	13
 ARTICLE XIII - RESILIATION DU MARCHE.....	13
 ARTICLE XIV - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE .....	14
 ARTICLE XV - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	14

## ARTICLE I - OBJET DU MARCHE

### 1.1. - Type

- |   |                                      |                                   |   |
|---|--------------------------------------|-----------------------------------|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Fournitures | <input type="checkbox"/> Services    | <input type="checkbox"/> Travaux  |   |
| <input checked="" type="checkbox"/> Achat       | <input type="checkbox"/> Crédit-bail | <input type="checkbox"/> Location | <input type="checkbox"/> Location-vente |

### 1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet la **fourniture de pains frais et farine pour le Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC)** dont les établissements parties bénéficiaires sont identifiés en annexe n° 1 du présent CCAP et pour les **Groupements d'Intérêts Publics (GIP)** identifiés dans cette même annexe.

Les quantités et spécifications techniques sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes éventuelles ainsi que dans les Bordereaux de prix Unitaires.

D'une part, en tant que coordonnateur du groupement de commandes, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims agit pour le compte des établissements membres au groupement de commandes dont la liste figure en annexe n° 1 du présent CCAP.

D'autre part, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims agit également en tant qu'établissement support du GHUC.

Les fournitures sont livrées aux établissements membres identifiés en annexe n° 1 du présent CCAP.

### 1.3. - Allotissement

Le marché est divisé en **11 lots** détaillés dans l'état récapitulatif des besoins annexé au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

### 2.1. - Nature du marché et compétence du coordonnateur du groupement de commandes

Le marché est passé pour le groupement de commandes composé :

- Des établissements parties au GHUC suivants :
  - le Centre Hospitalier Universitaire de Reims,
  - le Centre Hospitalier de Fismes,
  - le Centre Hospitalier de Montmirail,
  - le Centre Hospitalier d'Argonne de Sainte-Menehould
  - l'EHPAD d'Aÿ,
  - l'EHPAD d'Avize,
  - l'EHPAD de Vertus,
  - l'EHPAD du Sud Ardennais,
  - l'EHPAD de Vienne-le-Château.

Nota : Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims agit en qualité d'établissement support du GHUC, dans le cadre de la fonction achat mutualisée.

- Des deux Groupements d'Intérêts Publics (GIP) suivants :
  - o le GIP Logipôle Terres Rouges – Epernay,
  - o le GIP Logistique Sud Marne – Châlons-en-Champagne.

Conformément à l'article L.2113-7 du Code de la commande publique, l'un des membres du groupement de commandes peut se voir confier la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution du marché au nom et pour le compte des autres membres.

Pour l'accomplissement du présent marché, le Centre Hospitalier Universitaire de Reims est le coordonnateur du groupement de commandes. A ce titre, il est compétent pour :

- coordonner le recensement des besoins ;
- procéder à la passation, à la signature et à la notification des marchés ;
- établir et notifier, le cas échéant, toute modification aux marchés (avenant) ;
- procéder, le cas échéant, à la reconduction ou non-reconduction des marchés ;
- prononcer, le cas échéant, la résiliation des marchés ;
- gérer, le cas échéant, les relations pré-contentieuses et les contentieux nés de la passation des marchés.

Les compétences autres que celles listées relèvent de chaque établissement à titre individuel.

## 2.2. - Forme

Le présent marché prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, lequel est exécuté par l'émission de bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande sans minimum mais avec maximum :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu sans minimum mais avec un maximum.

Pour chacun des établissements membres du groupement de commandes, les quantités annuelles estimées sont fixées dans l'état récapitulatif des besoins annexé au Cahier des Clauses Techniques Particulières (annexe n°1 au CCTP).

Le montant maximum annuel ne pourra excéder 300 % du montant déterminé par l'application des prix du titulaire à la date du dépôt de l'offre aux quantités annuelles estimatives.

Ces quantités annuelles estimées sont précisées dans l'état récapitulatif des besoins annexé au Cahier des Clauses Techniques Particulières (annexe n°1 au CCTP) et dans les Bordereaux de Prix Unitaires (BPU) à titre indicatif à partir des consommations des années précédentes et/ou des projections réalisées. Ces quantités, qui serviront de base à la comparaison des offres, ne sont pas opposables aux établissements membres.

Le titulaire de chaque lot s'engage pour le maximum.

### **2.3. - Durée du marché**

Le marché est passé pour la période à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2025, ou de la date de réception de la notification si cette dernière est ultérieure, jusqu'au 30 novembre 2026.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 1 période de 12 mois, soit du 1<sup>er</sup> décembre 2026 au 30 novembre 2027.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 3 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

**Nota : La date de début d'exécution des prestations pour chaque établissement partie bénéficiaire est précisée à l'annexe n° 2 du présent CCAP.**

## **ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, notamment ses annexes financières,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS, arrêté modifié du 30 mars 2021 publié au JORF n° 0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021),
- l'offre technique du titulaire.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, fait seule foi.

## **ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES**

### **4.1. - Identification des parties**

#### **4.1.1. - Parties signataires**

Le marché est conclu entre :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en sa qualité d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC), représenté par sa Directrice Générale.

et

- l'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le titulaire ».

#### **4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès des établissements parties bénéficiaires, pour les besoins de l'exécution du marché.

#### **4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution**

Sans objet.

#### **4.2. - Respect des clauses contractuelles**

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

#### **4.3. - Protection des données à caractère personnel**

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

#### **4.4. - Evolution technologique, technique ou réglementaire**

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation.
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, ou d'évolution réglementaire, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché après un préavis de trois mois.

### **ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION**

#### **5.1. - Modalités de commande**

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande.

Chaque bon de commande comporte notamment les mentions suivantes :

- l'identification du titulaire du marché,
- la référence au présent marché,
- la désignation de la fourniture ou sa référence,
- les quantités commandées,
- la date ou les délais et le lieu de livraison.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. La durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Toutefois, l'établissement partie bénéficiaire ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

## **5.2. - Délai de livraison**

Les fournitures seront livrées selon les délais et fréquences pour chaque établissement membre précisés dans l'annexe n° 3 au CCTP.

Par ailleurs, en cas d'urgence, les commandes peuvent être passées par téléphone suivi d'un bon de commande de confirmation par courrier.

Tout retard de livraison entraînera l'application des pénalités prévues à l'article XII du présent CCAP.

## **5.3. - Modalités de livraison**

### **5.3.1. - Lieu de livraison**

Les fournitures sont livrées aux établissements parties bénéficiaires, aux adresses précisées à l'annexe n° 3 du CCTP.

Le lieu de livraison est précisé sur le bon de commande. Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison est à la charge du titulaire du marché et ne peut être facturée à l'établissement partie bénéficiaire. Un deuxième envoi est effectué par le titulaire sans attendre la fin des opérations de vérification et de recherche.

En cas de problèmes dans les circuits de distribution normaux (ex. grève des transporteurs, intempéries...), le titulaire du marché assume tous les frais afférents à la bonne conservation et au bon acheminement des produits dans les meilleurs délais.

### **5.3.2. - Conditions de livraisons**

Chaque livraison est effectuée franco de port et d'emballage.

Le titulaire assure par ses propres moyens la décharge de la marchandise.

Les fournitures sont livrées selon les modalités et les conditions particulières propres à chacun des établissements membres précisées à l'annexe n° 3 du CCTP.

Les livraisons sont accompagnées d'un bon de livraison, mentionnant, pour chaque produit, les renseignements suivants :

- le nom du titulaire du marché,
- **la référence de la commande,**
- la nature de la livraison / désignation des produits,
- la ou les quantités livrées,
- la date de livraison

Toutes ces informations sont obligatoirement rédigées en langue française.

## **5.4. - Transfert de risques**

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.



### **5.5. - Exécution aux frais et risques du titulaire**

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, l'établissement partie bénéficiaire pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

## **ARTICLE VI - OPERATIONS DE VERIFICATION**

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS.

Les vérifications sont exécutées dans les locaux de chaque établissement partie bénéficiaire.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, l'établissement partie bénéficiaire n'avise pas le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications.

A l'issue des opérations de vérification, l'établissement partie bénéficiaire prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Le délai imparti à l'établissement partie bénéficiaire pour procéder aux opérations de vérification et notifier la décision d'admission au titulaire est de 15 jours à compter de la livraison des fournitures.

A défaut de décision dans ce délai de 15 jours, l'admission est réputée acquise.

## **ARTICLE VII - ASSURANCE**

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel de l'établissement partie bénéficiaire, aux biens et aux tiers du fait :

- de son personnel salarié en activité de travail,
- de ses matériels,
- d'un événement engageant la responsabilité du titulaire après exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, en cas de demande de l'établissement partie bénéficiaire, le titulaire justifie, dans le délai maximum de 15 jours à compter de la demande, de la souscription de la police contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au personnel, aux biens et aux tiers par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

## **ARTICLE VIII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

### **8.1. - Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG/FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

### **8.2. - Forme du prix**

Le marché est traité par application de prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées.

### **8.3. - Variation des prix**

#### **8.3.1. - Choix du type de variation des prix**

Les prix sont révisables.

#### **8.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation**

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix initiaux sont des prix nets ; ils sont déterminés après application d'une remise en pourcentage sur le tarif du titulaire.

#### **8.3.3. - Choix des paramètres de variation**

Les prix sont révisables en fonction d'une référence à partir de laquelle il sera procédé à un ajustement.

La référence choisie est le tarif du titulaire. Le titulaire certifie que le tarif qui sert de base au calcul des prix de règlement est celui qu'il pratique pour l'ensemble de sa clientèle.

#### **8.3.4. - Périodicité de révision des prix**

La révision des prix sera effectuée trimestriellement à compter du 1er mars 2026, en cas de reconduction.

#### **8.3.5. - Modalités de révision des prix**

En cas d'évolution du tarif du titulaire, à la baisse comme à la hausse, les prix révisés seront déterminés par application de la remise initiale en pourcentage du titulaire sur son nouveau tarif.

Les nouveaux prix du titulaire doivent être communiqués aux établissements parties bénéficiaires, aux adresses indiquées à l'annexe n° 3 du présent CCAP, au moins un mois avant la date de révision des prix du marché. A défaut de communication des nouveaux prix à la hausse, les prix applicables lors de la période précédente sont reconduits.

#### 8.4. - Clause de sauvegarde

Les nouveaux prix sont déterminés par la formule paramétrique ci-après :

$$P = P0 (I / I0)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé pour la période considérée

P0 = Prix initial

I = Indice de prix défini ci-dessous indiqué dans le bulletin mensuel des statistiques, pour chaque période considérée

I0 = Indice de prix défini ci-dessous au mois m0

##### Indices choisis :

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français

CPF 10.71 – Pain, pâtisseries et viennoiseries fraîches Prix de marché – Base 2021

Données mensuelles brutes – Identifiant 010764079

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français

CPF 10.61 – Farines Prix de marché – Base 2021 –

Données mensuelles brutes – Identifiant 010763720

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur aux prix résultant de l'application de cette formule paramétrique, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que 3 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente, au maximum ceux résultant de l'application de la formule paramétrique ci-dessus.

#### 8.5. - Offre promotionnelle

Le titulaire a la faculté de proposer des remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution des prix du marché.

#### ARTICLE IX - Clause de réexamen

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en sa qualité d'établissement support du Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC), pourra, en application de la clause de réexamen prévue à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique :

- solliciter l'intégration des établissements parties au Groupement Hospitalier Universitaire de Champagne (GHUC) qui n'ont pas été identifiés comme établissements parties bénéficiaires à l'annexe n° 1 du présent CCAP,
- commander une référence complémentaire à celles initialement prévues au marché (complément de gamme), dans la limite du volume et du montant maximums du lot et aux conditions cumulatives suivantes :
  - le nouveau produit – qu'il se substitue à une référence existante ou s'ajoute - réponde aux spécifications techniques du CCTP et soit similaire au(x)

produit(s) du lot, avec une qualité au moins équivalente au(x) produit(s) déjà référencé(s).

- le nouveau produit ne soit pas susceptible d'entrer en concurrence avec un produit d'un autre lot.
- l'intégration du nouveau produit ne soit pas susceptible de bouleverser les conditions initiales de la mise en concurrence.

## **ARTICLE X - REGLEMENT DES COMPTES**

### **10.1. - Modalités de facturation**



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » /

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement partie bénéficiaire doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La facture électronique déposée sous le numéro de SIRET de l'établissement partie bénéficiaire (précisé à l'annexe n° 3 du présent CCAP) doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

### **10.2. - Délai de paiement**

Le délai maximum de paiement est de 50 jours, excepté pour les EHPAD pour lesquels ce délai est de 30 jours maximum, comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement, ou à compter de la date de livraison si la date de réception de la facture est antérieure à la date de livraison, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la commande publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification à l'établissement partie bénéficiaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

### **10.3. - Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

## **ARTICLE XI - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **11.1. - Avance**

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, s'il n'y renonce pas expressément à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application des dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG/FCS.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

### **11.2. - Retenue de garantie**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur les paiements.

## **ARTICLE XII - PENALITES**

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire pour l'établissement membre de procéder à une mise en demeure, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le jour où le délai contractuel d'exécution est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, cette pénalité est égale à 20% de la commande du site livré, ainsi qu'une pénalité de 200€ appliquée si 5 non conformités et plus sont déclarées sur le mois.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS.

## **ARTICLE XIII - RESILIATION DU MARCHE**

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Toutefois, en cas de résiliation prise en application de l'article 8.4 (application de la clause de sauvegarde) du présent CCAP :

- par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.
- par dérogation à l'article 43 du CCAG/FCS, le décompte de résiliation comprend :

- 1) Au débit du titulaire :
  - a. Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
  - b. La valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens cédés à l'amiable au titulaire ;
  - c. Le montant des pénalités.
- 2) Au crédit du titulaire :
  - d. La valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
  - e. La valeur des prestations fournies éventuellement à la demande.

#### **ARTICLE XIV - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE**

En cas de différend relatif aux opérations relevant des compétences du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, en qualité d'établissement support du GHUC, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Monsieur le Directeur des Achats  
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE  
Pôle Logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

En cas de différend relatif aux opérations relevant des compétences des établissements parties au GHUC, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal au Directeur de l'établissement partie concerné ou à son représentant.

Ceci n'exclut pas la possibilité pour les parties de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

#### **ARTICLE XV - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

L'article	VI	du présent CCAP déroge à l'article	27.3 du CCAG/FCS.
L'article	VII	du présent CCAP déroge à l'article	9.2 du CCAG/FCS.
L'article	8.4	du présent CCAP déroge aux articles	38 et 42 du CCAG/FCS.
L'article	XII	du présent CCAP déroge aux articles	F 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/FCS.
L'article	XIII	du présent CCAP déroge aux articles	38, 42 et 43 du CCAG/FCS.

Reims, le 18 juillet 2025

Pour la Directrice Générale  
et par délégation,  
Le Directeur des Achats

David ROZÉ